

Emploi salarié

Coup d'arrêt pour l'emploi salarié

En 2018, l'emploi salarié total régresse légèrement (- 0,1 %, soit une perte de 2 200 emplois). Le Grand Est fait partie des quatre régions métropolitaines où les effectifs salariés reculent. Seuls trois départements enregistrent des créations nettes d'emplois : le Bas-Rhin, l'Aube et le Haut-Rhin. La construction confirme sa bonne orientation amorcée l'année précédente. À l'inverse, la chute du recours au travail intérimaire se traduit par la baisse de l'emploi du secteur tertiaire marchand. Cependant, hors intérim, les effectifs de ce secteur continuent à croître, tandis que l'emploi stagne dans le secteur non marchand. L'emploi industriel reste orienté à la baisse dans la région, alors que ce n'est plus le cas au niveau national, mais les pertes se réduisent d'année en année.

Vincent Nieto, Insee

En 2018, l'emploi salarié total marque le pas après deux années de progression (- 0,1 % après + 0,9 % en 2017 et + 0,3 % en 2016). Ainsi, avec une perte de 2 200 salariés en un an, le Grand Est en compte 1 937 200 au total. En France, l'évolution reste positive (+ 0,6 %). Le Grand Est fait partie des quatre régions métropolitaines où le nombre de salariés recule, avec notamment la Bourgogne-Franche-Comté et les Hauts-de-France, ses deux régions voisines (- 0,7 % et - 0,1 %). Le secteur privé, qui rassemble près des trois quarts des emplois, et le secteur public sont en diminution (- 0,1 % et - 0,3 %). Au niveau national, le privé est au contraire créateur d'emplois, alors que le public suit une tendance similaire (+ 0,8 % et - 0,2 %).

L'Aube et le territoire alsacien résistent

Alors qu'en 2017 l'emploi progressait dans l'ensemble des départements, c'est le cas dans seulement trois d'entre eux cette année : le Bas-Rhin, l'Aube et le Haut-Rhin (+ 0,8 %, + 0,4 % et + 0,1 %). Il s'agissait déjà des départements les plus dynamiques en 2017. Partout ailleurs, la situation s'aggrave. Les baisses se situent ainsi entre 0,1 % en Meurthe-et-Moselle et dans la Marne et 1,1 % en Haute-Marne et dans les Ardennes.

Tassement dans la construction

Encore en forte contraction il y a deux ans, l'emploi dans le secteur de la construction confirme sa bonne tenue, malgré un léger tassement (+ 1,0 % après + 1,9 %) et regroupe 107 000 salariés, soit 5,5 % de l'emploi total. Le rythme des créations reste

néanmoins inférieur à celui sur l'ensemble du territoire national (+ 1,9 %). À l'échelon départemental, le ralentissement se confirme partout, excepté dans les Vosges (+ 0,7 % après - 0,5 %). L'évolution de l'emploi est toutefois positive dans cinq autres départements, dont notamment le Haut-Rhin et le Bas-Rhin (+ 2,3 % et + 1,9 %). Comme en 2017, le repli de l'emploi s'accroît dans les Ardennes et dans l'Aube (- 1,4 % et - 0,6 %). La Haute-Marne connaît la plus forte dégradation (- 2,4 %).

Hors intérim, le tertiaire marchand toujours bien orienté

Le tertiaire marchand, composé du commerce, des services et de l'intérim, regroupe 821 600 salariés fin 2018, soit 42 % de l'emploi salarié total de la région. Après trois années de croissance, l'emploi de ce secteur régresse légèrement (- 0,1 % après + 2,3 % en 2017), alors qu'il continue son développement au niveau national (+ 0,9 %). Cette baisse est essentiellement due à l'intérim. Hors intérim, l'emploi du tertiaire marchand poursuit son expansion (+ 0,7 % après + 0,7 %, soit un solde de 5 500 emplois), proche de la tendance nationale (+ 0,9 %).

Hors intérim, l'emploi dans le tertiaire marchand évolue de manière contrastée au sein des départements. Il est en recul dans la moitié d'entre eux, dont notamment la Haute-Marne et les Vosges (- 1,5 % et - 0,4 %). À l'inverse, le nombre d'emplois augmente dans cinq départements, le rythme accélérant même dans quatre d'entre eux : Moselle, Haut-Rhin, Aube et Bas-Rhin (entre + 0,7 % et + 1,7 %).

Dynamisme de l'emploi dans le commerce à l'est de la région

L'emploi augmente modérément pour la troisième année consécutive dans le commerce, qui regroupe près d'un tiers des effectifs du tertiaire marchand hors intérim (+ 0,4 % après + 0,4 % en 2017 et + 0,2 % en 2016). Le secteur gagne ainsi 1 100 nouveaux postes pour atteindre 247 100 emplois salariés. L'évolution reste inférieure à celle du niveau national (+ 0,6 %). Le solde d'emplois est toutefois déficitaire dans une majorité de départements, la croissance n'étant portée que par les trois départements les plus peuplés, à l'est de la région : le Bas-Rhin, la Moselle et le Haut-Rhin (+ 1,3 %, + 1,0 % et + 0,9 %). Le reste du territoire est marqué par un repli allant de 0,1 % dans la Marne à 1,8 % dans la Meuse.

L'information-communication et les services aux entreprises poursuivent leur croissance

Dans les services, l'emploi du secteur de l'information et de la communication progresse vigoureusement pour la quatrième année consécutive avec un solde de 700 créations d'emplois (+ 2,7 % après + 1,5 %), même si l'augmentation est moins rapide qu'à l'échelle nationale (+ 4,3 %). De même, la croissance de l'emploi se poursuit dans les services aux entreprises, également de manière moins marquée qu'en France (+ 1,9 % contre + 2,4 %). En parallèle, l'emploi du secteur de l'hébergement et de la restauration contribue cette année encore aux créations avec un solde de 1 300 nouveaux emplois, mais ralentit par rapport

à 2017 (+ 1,8 % après + 3,3 %), comme en France. Enfin, l'emploi du secteur des transports se redresse après une année 2017 déficitaire (+ 1,3 % après - 0,7 %).

À l'opposé, à l'instar des autres régions, la contraction de l'emploi se prolonge dans les services immobiliers et les services aux ménages (- 1,9 % et - 1,2 %). Comme en 2017, l'emploi dans les services financiers évolue à contre-courant du niveau national, induisant une perte de 500 salariés (- 0,9 % contre + 0,4 %).

Retournement de tendance dans l'intérim

Alors qu'un accroissement record en 2017 faisait suite à quatre années dynamiques, l'intérim subit un lourd retournement de situation en 2018 avec une suppression de 6 100 emplois (- 8,2 % après + 21,6 %). Ce revirement intervient dès le premier trimestre, mais s'accroît encore davantage au courant de l'année. Il concerne l'ensemble du territoire français (- 3,3 %), mais est nettement plus marqué dans le Grand Est, qui fait partie des trois régions les plus touchées, avec le Centre - Val de Loire et la Bourgogne-Franche-Comté. Fin 2018, 67 500 intérimaires sont dénombrés dans la région.

L'Aube est le seul département où le nombre d'emplois intérimaires est en hausse (+ 2,9 %). Cette forme d'emploi recule dans tous les autres départements. Les effectifs diminuent le plus fortement dans les Ardennes et la Moselle, départements où la progression était la plus forte en 2017, avec les Vosges (entre - 12,7 % et - 14,3 %). Les autres diminutions sont comprises entre - 3,4 % dans la Meuse et - 10,5 % en Haute-Marne.

Alors que l'ensemble des secteurs bénéficiaient de la dynamique de l'intérim en 2017, les principaux secteurs employeurs subissent tous la baisse du recours à l'intérim cette année. Ainsi le nombre d'intérimaires dans l'industrie, qui compte près de la moitié des contrats, recule de 12 %, suivi par la construction (- 8 %). Le tertiaire marchand concentre un tiers des contrats et se contracte également, mais plus modérément (- 3 %). La diminution provient exclusivement des services, le recours à l'intérim augmentant légèrement dans le commerce (- 4 % contre + 1 %). Le tertiaire non marchand est le seul secteur où l'emploi intérimaire progresse, mais il ne regroupe que 2 % des contrats (+ 11 %).

Stagnation du tertiaire non marchand

Le tertiaire non marchand compte 667 300 emplois, soit 34 % de l'emploi salarié. En 2018, l'emploi de ce secteur régresse aussi légèrement, comme l'année précédente (- 0,1 % chacun). La situation est similaire au niveau national. L'emploi est toutefois bien orienté dans trois départements : le Bas-Rhin, la Meurthe-et-Moselle et la Haute-Marne (+ 0,5 %, + 0,2 % et + 0,1 %). Il se maintient dans la Marne et l'Aube mais diminue partout ailleurs, jusqu'à - 0,9 % dans la Meuse.

Les suppressions d'emplois industriels s'atténuent

Le Grand Est regroupe 313 100 emplois industriels, soit 16 % de l'emploi salarié total. Le poids de ce secteur est plus important dans la région que sur l'ensemble du territoire national (12 %). Depuis une

vingtaine d'année, l'industrie a perdu environ un tiers de ses salariés. Le rythme des destructions d'emplois ralentit cependant régulièrement depuis 2015 avec notamment - 0,6 % en 2018 après - 0,9 % en 2017. Le dernier trimestre 2018 est même marqué par une stabilisation. En France, le secteur industriel est à nouveau créateur d'emplois en 2018, pour la première fois depuis le début des années 2000 (+ 0,3 %). Le Grand Est reste l'une des régions les plus éprouvées avec celle des Hauts-de-France (- 0,8 %).

Parmi les secteurs industriels, seul l'agroalimentaire a réussi à inverser la tendance en créant 350 emplois. La hausse est légèrement plus importante qu'en France, bien que le secteur y soit orienté positivement depuis plusieurs années (+ 0,6 % contre + 0,4 %). À l'inverse, le nombre d'emplois décroît toujours nettement dans la fabrication de matériels de transport, alors qu'il augmente à l'échelon national (- 3,9 % contre + 0,1 %). La situation de l'emploi continue également de se dégrader dans le secteur de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets, celui des biens d'équipement, ainsi que dans les autres branches de l'industrie (entre - 0,1 % et - 0,6 %). L'emploi de tous ces secteurs progresse sur le territoire français.

Les difficultés concernent la plupart des départements, dont l'Aube, les Ardennes et la Meurthe-et-Moselle (- 2,5 %, - 1,8 % et - 1,3 %). Deux départements résistent néanmoins : le Bas-Rhin, où l'emploi se redresse (+ 0,4 %), et la Meuse qui poursuit sa croissance amorcée en 2016 grâce au bon développement du secteur de la fabrication de matériels de transport (+ 0,7 %). ■

Avertissement

À partir des résultats du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) localisées, réalisées en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim), s'est étendu. En 2017, les ETE publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis 2018, le champ des ETE localisées comprend les départements d'outre-mer (hors Mayotte) et l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait

d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Les emplois intérimaires sont comptabilisés en nombre d'intérimaires en fin de trimestre. Il s'agit du nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Cette mesure du nombre d'intérimaires se fait sur 5 jours ouvrés en fin de trimestre. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur et par région de l'établissement de travail temporaire. Pour un autre indicateur de l'emploi intérimaire, voir l'article Politique de l'emploi.

1 Emploi salarié total par secteurs d'activité en Grand Est

en %

Secteur d'activité NAF rév. 2, 2008	2018 T4 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2017/2012 (1)	
	Grand Est	Grand Est	France hors Mayotte	Grand Est	France hors Mayotte
Agriculture	28,2	0,8	1,9	0,6	1,0
Industrie	313,1	-0,6	0,3	-1,7	-0,8
Industrie agroalimentaire	54,4	0,6	0,4	-0,7	0,4
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	32,0	-0,1	0,9	-0,9	-0,6
Biens d'équipement	47,7	-0,6	0,1	-1,9	-1,4
Matériels de transport	26,9	-3,9	0,1	-3,3	-1,2
Autres branches industrielles	152,2	-0,5	0,2	-1,8	-1,1
Construction	107,0	1,0	1,9	-2,1	-1,4
Tertiaire marchand	821,6	-0,1	0,9	0,8	1,3
Commerce	247,1	0,4	0,6	-0,4	0,4
Transports	100,0	1,3	1,2	-1,0	0,2
Hébergement - restauration	75,4	1,8	1,8	1,6	1,7
Information - communication	26,3	2,7	4,3	0,9	1,3
Services financiers	49,9	-0,9	0,4	0,0	0,5
Services immobiliers	13,6	-1,9	-0,7	-0,7	0,4
Services aux entreprises hors intérim	156,0	1,9	2,4	1,2	1,9
Intérim	67,5	-8,2	-3,3	9,6	8,9
Services aux ménages	85,8	-1,2	-1,0	-0,2	-0,2
Tertiaire non marchand	667,3	-0,1	-0,1	0,2	0,6
Total	1 937,2	-0,1	0,6	0,0	0,6

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3^e trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants en prolongeant les tendances récentes.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Emploi salarié total par départements et par grands secteurs d'activité en Grand Est

en %

	2018 T4 (en milliers)	Glissement annuel						Total
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Intérim	Tertiaire non marchand	
Ardennes	82,5	ns	-1,8	-1,4	-1,8	-12,7	-0,2	-1,1
Aube	102,5	ns	-2,5	-0,6	1,7	2,9	0,0	0,4
Marne	219,7	ns	-0,2	1,4	-0,3	-6,8	0,0	-0,1
Haute-Marne	63,7	ns	-0,8	-2,4	-2,4	-10,5	0,1	-1,1
Meurthe-et-Moselle	240,7	ns	-1,3	1,6	-0,3	-2,6	0,2	-0,1
Meuse	55,3	ns	0,7	-0,3	-1,0	-3,4	-0,9	-0,5
Moselle	334,5	ns	-0,9	-0,3	-0,8	-14,3	-0,8	-0,8
Bas-Rhin	455,6	ns	0,4	1,9	1,0	-5,8	0,5	0,8
Haut-Rhin	263,2	ns	-0,6	2,3	0,4	-8,2	-0,5	0,1
Vosges	119,5	ns	-1,0	0,7	-2,0	-14,3	-0,5	-1,0
Grand Est	1 937,2	0,8	-0,6	1,0	-0,1	-8,2	-0,1	-0,1

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3^e trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes.

ns : non significatif.

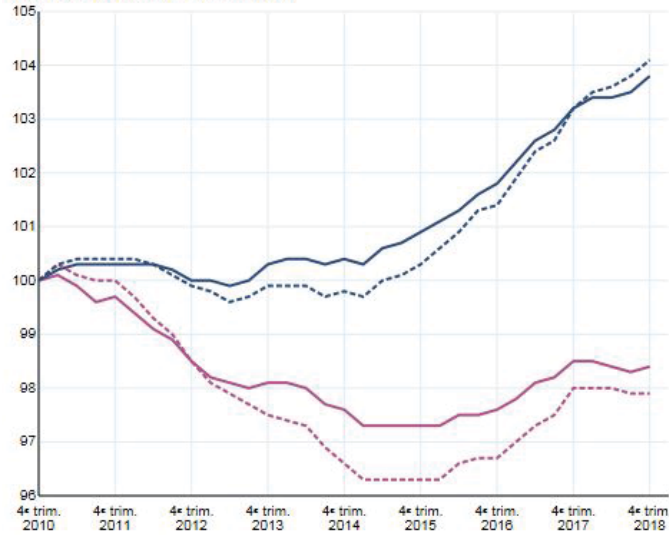
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Grand Est
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Grand Est
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



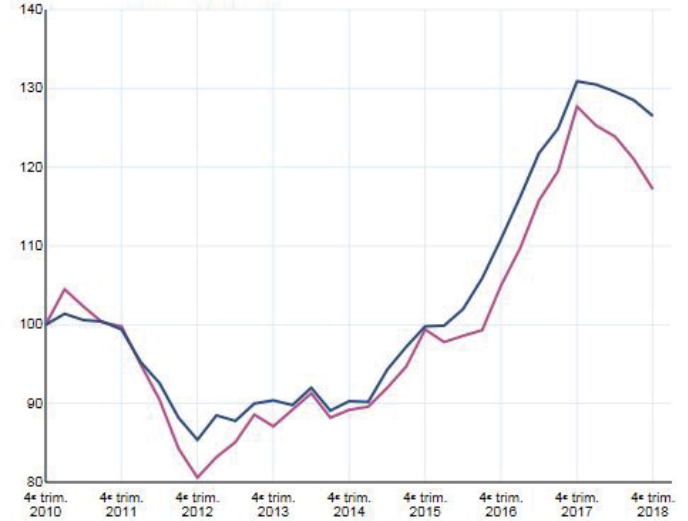
Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

5 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

- Grand Est
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

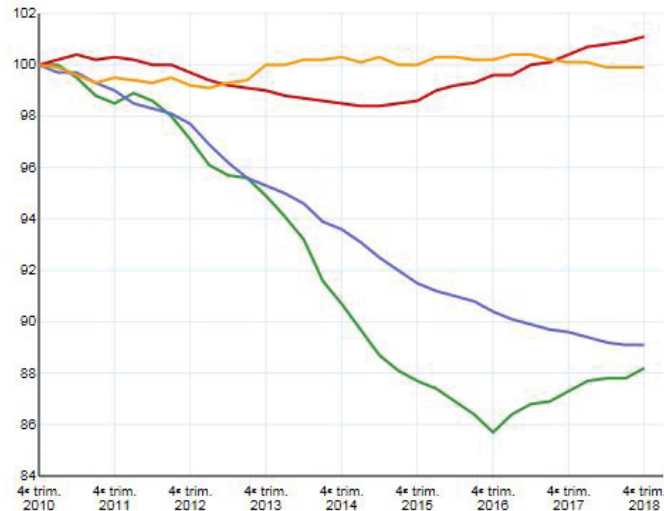
Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié total par grands secteurs d'activité en Grand Est

- Construction
- Industrie
- Tertiaire marchand hors intérim
- Tertiaire non marchand

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.